

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

GPA/W/98

4 octobre 1999

(99-4096)

Comité des marchés publics

Original: anglais

MODIFICATIONS PROPOSÉES DE L'APPENDICE I CONCERNANT LE JAPON

Notifications du Japon au titre de l'article XXIV:6 a)¹

Le Secrétariat a reçu, le 1^{er} octobre 1999, la notification ci-après de la Mission permanente du Japon, qui lui a demandé de la distribuer aux Parties à l'Accord sur les marchés publics (1994).

1. Conformément à l'article XXIV, paragraphe 6 a), de l'Accord de l'OMC sur les marchés publics, le gouvernement japonais souhaite notifier au Comité des marchés publics la rectification de pure forme ci-après se rapportant à l'Annexe 3 de l'Appendice I de l'Accord:

- 1) Supprimer "- Export-Import Bank of Japan" (Banque d'import-export du Japon) et "- The Overseas Economic Cooperation Fund" (Fonds de coopération économique avec l'étranger) de la "Liste des entités" et de la "Liste des entités qui passent des marchés portant sur les services spécifiés à l'Annexe 4".

Ajouter "- Japan Bank for International Cooperation" (Banque japonaise pour la coopération internationale) à la "Liste des entités" et à la "Liste des entités qui passent des marchés portant sur les services spécifiés à l'Annexe 4".

- 2) Supprimer "- People's Finance Corporation" (Société de crédit populaire) et "- Environmental Sanitation Business Financing Corporation" (Société de crédit pour l'hygiène publique) de la "Liste des entités" et de la "Liste des entités qui passent des marchés portant sur les services spécifiés à l'Annexe 4".

Ajouter "- National Life Finance Corporation" (Société nationale de financement du petit commerce) à la "Liste des entités" et à la "Liste des entités qui passent des marchés portant sur les services spécifiés à l'Annexe 4".

- 3) Supprimer "- Japan Development Bank" (Banque japonaise de développement) et "- Hokkaido-Tohoku Development Finance Public Corporation" (Société publique de crédit pour le développement de Hokkaido et de Tohoku) de la "Liste des entités" et

¹ L'article XXIV:6 a) dispose ce qui suit: "S'ils sont de pure forme ou mineurs, les rectifications, transferts ou autres modifications prendront effet à la condition qu'aucune objection n'ait été faite dans un délai de 30 jours. Dans les autres cas, le Président du Comité convoquera le Comité dans les moindres délais. Le Comité examinera la proposition et toute demande d'ajustements compensatoires, afin de préserver l'équilibre des droits et des obligations et de maintenir le champ d'application mutuellement convenu du présent accord à un niveau comparable à son niveau antérieur à la notification. S'il n'est pas possible d'arriver à un accord, la question pourra être traitée ensuite selon les dispositions de l'article XXII".

de la "Liste des entités qui passent des marchés portant sur les services spécifiés à l'Annexe 4".

Ajouter "- Development Bank of Japan" (Banque du Japon pour le développement) à la "Liste des entités" et à la "Liste des entités qui passent des marchés portant sur les services spécifiés à l'Annexe 4".

- 4) Supprimer "- Housing and Urban Development Corporation (a)" (Société de logement et de développement urbain a)) de la "Liste des entités" et de la "Liste des entités qui passent des marchés portant sur les services spécifiés à l'Annexe 4".

Ajouter "- Urban Development Corporation (a)" (Société de développement urbain a)) à la "Liste des entités" et à la "Liste des entités qui passent des marchés portant sur les services spécifiés à l'Annexe 4".

2. Cette rectification résulte du fait que, le 1^{er} octobre 1999, 1) la Banque d'import-export du Japon et le Fonds de coopération économique avec l'étranger vont fusionner pour former la Banque japonaise pour la coopération internationale; 2) la Société de crédit populaire et la Société de crédit pour l'hygiène publique vont fusionner pour former la Société nationale de financement du petit commerce; 3) la Banque japonaise de développement et la Société publique de crédit pour le développement de Hokkaido et de Tohoku seront restructurées pour former la Banque du Japon pour le développement; et 4) la Société de logement et de développement urbain sera restructurée pour former la Société de développement urbain. Cette rectification ne modifie pas le niveau du champ d'application mutuellement convenu de l'Accord.
